

Thème : Relations rescapés - génocidaires

« LA HAINE N' A PAS DE PLACE DANS MON CŒUR... »

« On ne peut pas oublier qu'on a eu un père et une mère. On ne peut pas oublier non plus le temps passé dans les marécages. Mais on peut pardonner ». Ce sont les mots de Soline Uwera (22 ans), rescapée du génocide dans l'église de Ntarama et qui sert actuellement de guide au site du mémorial du génocide de Nyamata. Ces mots traduisent les sentiments de la plupart des rwandais qui ont vu leurs familles, proches et amis mourir sans qu'ils puissent faire quelque chose car eux-mêmes étaient menacés de mort.

Les victimes, plus précisément les rescapés en parlent comme si c'était hier. Pour certains, parler de ce qu'ils ont enduré en 1994, c'est comme si « *on se défaisait d'un lourd fardeau. C'est aussi un fardeau de ne pas pardonner* ». Surtout lorsque le criminel génocidaire s'est amendé et a demandé pardon.

Séraphine Mukamusoni est une femme de 47 ans, veuve du génocide. Elle a perdu son mari, la famille de son mari et toute sa propre famille. Elle n'a plus que ses quatre enfants sauvés « in extremis » à Kabgayi (Gitarama) où elle résidait avec son mari avant le génocide. Elle est venue à Nyamata dans l'espoir de trouver un parent de son mari défunt. Aujourd'hui, elle éduque seule ses quatre enfants avec le maigre salaire qu'elle gagne en entretenant la propreté des lieux au site du mémorial du génocide de Nyamata. Deux de ses trois enfants fréquentent l'école primaire. L'aîné a déjà terminé les études primaires, mais il se trouve dans l'incapacité de poursuivre ses études à cause du traumatisme découlant du génocide.

Séraphine Mukamusoni est une femme courageuse mais inquiète : « *J'ai été violée plusieurs fois* », dit-elle en pleurant. « *Je ne sais même pas si je n'ai pas attrapé le virus du sida, car j'ai peur de faire un dépistage* ». Malgré tous ces problèmes immenses auxquels elle fait face chaque jour, malgré cette « guerre » qu'elle mène pour survivre, le sentiment de vengeance ne l'a jamais effleuré. Au contraire, elle annonce à qui veut l'entendre que l'important pour elle, c'est de vivre en paix avec tout le monde. « *La haine n'a pas de place dans mon cœur puisque je prie beaucoup* », assure-t-elle. Elle souhaiterait retourner à Gitarama pour se rendre compte, par elle-même, de l'état des tueurs de sa famille aujourd'hui, pour savoir s'ils ont été libérés ou pas et connaître leurs réactions.

Ce n'est pas le cas pour certaines victimes qui trouvent que le fait de croiser le « bourreau » dans la rue les traumatise. C'est comme « *remuer le couteau dans la plaie, surtout lorsqu'il vous lance des mots blessants* », renchérit Soline Uwera. Pour les victimes, ne pas avouer sincèrement leurs crimes constitue, de la part des génocidaires, « *une insulte* » à leur égard. Sur la liste des victimes, il faut également inclure ces femmes hutu qui avaient épousé des Tutsi et qui vivent actuellement les mêmes souffrances que leurs sœurs tutsi.

IBUKA : « la réparation est indispensable »

Benoît Kaboyi est secrétaire exécutif de IBUKA, un collectif des associations des rescapés du génocide. « *Les victimes ont le sentiment de défaite, de dégoût de la vie et de frustration quand les responsables de leurs malheurs sont accusés et que rien n'est fait pour les punir* », souligne-t-il. Même s'il reste impossible de trouver une réparation équivalente, il faudrait qu'il y ait quelque chose, même symbolique, entre les deux parties, suggère IBUKA.

Sinon, dit Benoit Kaboyi, les victimes considèreront que tout le processus judiciaire débouche en réalité sur une sorte d'impunité.

L'association IBUKA qui intervient aussi pour accompagner les victimes dans le processus des tribunaux Gacaca, déplore une « *absence quasi-totale d'un système de réparation pour les crimes du génocide* ». Même les 5% des recettes de l'Etat allouées aux rescapés ne suffisent pas, soutient Benoit Kaboyi. Il reconnaît néanmoins que la mise en place d'associations regroupant les femmes des génocidaires et les femmes rescapées constituent un début de réconciliation, mais cela n'est pas suffisant. Toutefois, il relève le risque qu'il naisse « *une sorte de négation du génocide* » à la faveur de tels liens.

Les veuves et orphelins du génocide ont leur porte-parole

Les victimes que nous avons rencontrées sur terrain sont en majorité des femmes et des orphelins. L'Association des Veuves du Génocide-Agahozo (AVEGA) les aide à surmonter leurs souffrances, à se réadapter et à retrouver la vie normale, surtout lorsque l'on sait que la plupart de ces femmes sont séropositives suite aux viols subis pendant le génocide, et que beaucoup d'enfants sont des orphelins et orphelines chefs de ménage. Sur 1125 veuves violées interrogées par AVEGA, 80% sont traumatisées et près de 70% sont atteintes du VIH /Sida. Actuellement, le sida fait autant de victimes que la guerre ou le génocide, d'autant plus que les veuves vivent dans une vulnérabilité extrême, affirme Mme Aurea Kayiganwa, secrétaire exécutive d'AVEGA.

Préserver la mémoire des victimes du génocide et lutter pour que la justice soit rendue, participer activement à la reconstruction du pays et à la réconciliation nationale, sont les deux objectifs sur les six principaux auxquels a souscrits l'AVEGA. Malgré le combat que l'association AVEGA mène dans le fonctionnement des tribunaux Gacaca et dans le domaine de la réconciliation nationale, un long chemin reste à faire. Mais tout va passer par l'éradication de l'impunité. C'est du moins ce que préconise Mme Edda Mukabagwiza. La ministre rwandaise de la Justice déclarait récemment qu' « *il faut éradiquer la culture de l'impunité tout en promouvant l'unité et la réconciliation des Rwandais et en édifant le pays* ».

Pascaline Biduda
Journal *Le Renouveau*
Bujumbura, Burundi